

[LETTRES DU MONDE]

ALAIN RALLET : *LETTRE DE TUNISIE*

Parmi l'ensemble des météorites politiques qui ont récemment frappé notre Terre, de Mileil à Trump en passant par Orban, Bolsonaro et Macron, le Président tunisien Kaïs Saïed se présente comme occupant une place particulière, celle d'un mystère galactique.

Appelons-le **Le spectre de Carthage**.

Son arrivée au pouvoir n'a rien de mystérieux. Elle s'explique aisément : il a occupé et occupe **la place d'un vide politique**. En Tunisie, c'est celui créé au lendemain du soulèvement de 2011 et tout au long d'une décennie par un système parlementaire dit de « transition démocratique » qui a fini par perdre toute légitimité populaire.

En fait de « transition démocratique », **une République des copains et des coquins** s'est installée où une myriade de partis¹, construits pour donner accès aux privilèges du pouvoir, se sont lancés dans de multiples combinaisons parlementaires autour du jeu trouble du parti des islamistes Ennadha.

En Tunisie, rares sont ceux qui osent encore parler de « révolution » pour qualifier le soulèvement de 2011 et ses suites, devant l'évidence d'un immobilisme social total et d'un pays politiquement suspendu dans le vide.

Mais il est devenu plus clair de savoir ce qui s'est passé en Tunisie au travers du bilan divisé qui en est proposé. La commémoration du soulèvement de 2011, quinze ans après en donne une bonne illustration.

LA « TRANSITION DEMOCRATIQUE »

D'un côté les « démocrates tunisiens », en gros les élites bourgeoises de la capitale et des zones côtières, en tiennent pour la date du 14 janvier 2011, date de la fuite de Ben Ali. Ce qui est célébré est la chute d'une dictature policière sous laquelle le pays étouffait depuis 23 ans.

Au-delà des effets immédiats (euphorie du moment, libération de la parole et de la presse, projections naïves...), s'est mise en place la construction laborieuse et disputée d'un régime parlementaire : liberté d'association en septembre 2011, premières élections en octobre 2011, nouvelle Constitution en 2014 instaurant l'élection du Président au suffrage direct mais donnant le pouvoir effectif au Parlement et au Premier Ministre, marchandages politiciens.

Le seul bilan tangible de cette « transition démocratique » a été d'**accoucher d'une nouvelle dictature**, celle de Kaïs Saïed.

On ne trouvera en effet aucun bilan positif du côté de l'économie, des inégalités sociales, des perspectives offertes à la jeunesse, du niveau de vie de la population, ou encore de l'image géopolitique du pays. Au contraire, les systèmes publics d'éducation et de santé qui faisaient la fierté de la Tunisie bourguibienne se sont effondrés en étant livrés à **la prédation capitaliste des établissements privés**.

Tout à ses turpitudes internes, le régime parlementaire s'est avéré incapable de traiter **les trois problèmes structurels** avancés pour expliquer a posteriori pourquoi le soulèvement de 2011 a eu lieu.

¹ Au milieu des années 2010, la Tunisie a compté jusqu'à 200 partis dont une vingtaine ayant des députés au Parlement.

LES TROIS PROBLEMES STRUCTURELS DE LA TUNISIE

La situation faite aux populations des régions intérieures.

Les **inégalités historiques entre les régions côtières et les régions intérieures** et l'oubli sinon le mépris dans lequel les premières tiennent les habitants des régions intérieures est un des grands problèmes de la Tunisie. Or ce sont les populations des régions intérieures qui ont eu le courage et l'audace de s'attaquer dès 2008 à la dictature de Ben Ali, rendant possible la propagation du mouvement jusqu'aux régions côtières et son dénouement à Tunis. Mais elles n'ont rien vu changer.

La corruption

Sous Ben Ali, la corruption était un système centralisé au bénéfice d'un clan dominé par la famille de sa femme, les Trabelsi. Il y avait bien des corruptions localisées mais le clan Ben Ali les absorbait méthodiquement dès qu'elles atteignaient une taille les rendant visibles. Une étude de la Banque mondiale a estimé la prédation de ce clan au chiffre considérable de 25% du PIB tunisien ².

Ben Ali parti et ses biens saisis, la corruption s'est transformée en un système décentralisé donnant libre cours aux affairistes de tout poil, du petit chef de l'administration ou du policier arrondissant ses fins de mois aux opportunistes de plus haut vol se constituant une fortune en tirant des faveurs de leur proximité au pouvoir et en faisant des politiciens leurs complices tout aussi intéressés. Cette corruption systémique nourrie des inévitables scandales a fini par **délégitimer le régime politique** né du soulèvement de 2011, particulièrement dans les milieux populaires.

Un seul désir : fuir le pays avec l'aide des familles

Laissés sans perspectives, les jeunes n'ont qu'un désir : fuir le pays avec l'aide des familles.

En particulier, le système public de l'éducation hérité de l'ère bourguibienne a produit un nombre important de jeunes diplômés issus des différentes couches de la population qui se sont retrouvés chômeurs. Le chômage massif de ces jeunes diplômés est devenu un marqueur subjectif important de l'échec du régime, y compris et surtout dans les régions intérieures.

Aucun de ces trois problèmes structurels n'a été traité par un régime parlementaire tout occupé à nourrir sa propre instabilité.

LE SOULEVEMENT DE REDEYEF EN 2008

En Tunisie, la seule altérité au train ordinaire des choses, à l'ordre politique existant, excepté le moment émancipateur de la libération nationale, a été apporté par l'authentique mouvement populaire né avec l'occupation de Redeyef, centre minier du bassin de Gafsa, au Sud-Ouest de la Tunisie, de janvier à juin 2008.

L'occupation de la ville

Durant six mois, en pleine dictature de Ben Ali, les mineurs et la population ont occupé la ville, cernés par les forces de police et les autorités qui avaient fui.

Ils ne réclamaient pas tant une « transition démocratique » que **la Justice**.

- **Justice** pour une région et une population qui produisent une bonne partie de la richesse de la Tunisie au travers de l'exploitation des phosphates sans bénéficier d'autre chose que les ravages de

² *All in the family: state capture in Tunisia*. Policy Research working paper, no. WPS 6810 Washington, DC: World Bank Group. 2014

<https://documents1.worldbank.org/curated/en/440461468173649062/pdf/WPS6810.pdf>

la pollution des terres, la stérilité des sols qui interdit toute agriculture, les maladies de toutes sortes qui affectent les gens et leur noircissent les dents.

- **Justice** aussi pour une égalité de traitement dans la distribution des postes de la compagnie minière qui font vivre les familles, exigence que les jeunes portent face à l'insupportable corruption qui règne en maître et distribue ses faveurs inégales.
- **Justice** enfin face à l'indigence des infrastructures publiques : pas d'hôpital ni de transports publics, école manquant de tout, routes défoncées.

L'auto-organisation du mouvement

Sous la direction d'une poignée de militants issus des couches intellectuelles de la ville, **le soulèvement s'est autoorganisé en comités** : comités d'organisation des manifs, comités de protection des quartiers, comités des femmes pour la libération des prisonniers, comités de collecte pour les familles pauvres, pour celles des « martyrs » tués par la police, comités des ouvriers continuant le traitement des phosphates tout en bloquant leur sortie de l'usine...

Ce soulèvement a été largement ignoré par les gens des régions côtières. Mais, en faisant la preuve d'une capacité populaire dans une situation qui paraissait en interdire jusqu'à l'idée, **il a fissuré subjectivement l'édifice de la dictature Ben Ali** et rendu possible en décembre 2010 l'embrasement des régions intérieures à partir du suicide par immolation d'un jeune vendeur ambulant de Sidi Bouzid.

S'il s'agissait de marquer une date de commémoration pour les militants du soulèvement de Redeyef et des régions intérieures du Sud, **ce serait la séquence 2008-2011** et non le 14 janvier 2011 comme pour les tenants de la « transition démocratique », ou le 17 décembre 2010 comme pour Kaïs Saïed dans son désir d'effacer la décennie parlementaire.

Ses limites

Mais sans force et perspectives politiques propres, limitée à son auto-organisation, recroquevillée sur le seul blocage de la sortie du phosphate, cherchant en vain la reconnaissance des autres régions, la mobilisation de Redeyef et du bassin minier s'est avérée être **le détonateur d'un changement de régime qui ne lui a rien apporté**, sinon le retour progressif des corrompus.

De là l'amertume de ses militants, même si rien ne peut effacer ce qui a eu lieu. De là aussi, le découragement des jeunes, exposés à un chômage massif et partagés entre des bouffées sporadiques de violence (incendie du commissariat de police en 2017) et l'émigration clandestine par la mer.

•

Échec de la « transition démocratique », désillusion des révoltés de Redeyef : c'est dans ce **vide politique** qu'a surgi le spectre de Carthage.

LE SPECTRE DE CARTHAGE

Professeur de droit sans envergure, méprisé par ses collègues, préposé aux écritures juridiques, producteur insomniaque de décrets-lois, physique ingrat, verbe monocorde, voix d'imam fatigué, discours en arabe classique médiéval, charisme d'outre-tombe, solitaire obsessionnel, conservateur sans relief, ce spectre n'avait rien pour s'imposer à un pays politiquement né avec le brillant et pétulant Bourguiba. Mais il fallait bien un tel **fantôme surgi de nulle part** pour s'accorder à une situation politique aussi dévitalisée.

Le spectre a ensuite pris progressivement ses aises dans cette situation néantisée.

Sans le soutien d'aucun parti, il s'est d'abord fait élire Président de la République en 2019 dans un duel au second tour avec un affairiste qui était en détention préventive pour blanchiment d'argent et évasion fiscale !³ Il a acquis une certaine popularité dans la population pauvre et même dans certains cercles

³ En 2024, il s'est fait réélire Président en ayant éliminé au préalable tous ses concurrents sauf trois dont deux étaient en prison.

intellectuels, en se présentant comme **un candidat « anti-système »**, non corrompu et proche du peuple, offrant une alternative à l'impasse démocratique dominée depuis 2011 par le parti islamo-affairiste Ennahdha.

Puis il a bien vu qu'il lui fallait **dynamiter le cadre juridique existant** pour s'arroger le pouvoir qui, dans la Constitution de 2014, revenait au Parlement, celui-ci étant présidé par Rached Ghannouchi, le dirigeant d'Ennahdha.

Ce qui fut fait durant l'été 2021 à coups de **décrets-lois nocturnes** :

- le 25 juillet, suspension du Parlement, instauration de l'état d'exception, destitution du gouvernement ;
- le 22 septembre, il s'accorde tous les pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire) et nomme un nouveau gouvernement dont les chefs et les membres tournent depuis aussi vite que les lubies de Saïed ;
- quant à Ghannouchi, il a rejoint la prison en avril 2023.

A QUOI TIENT LE POUVOIR DE KAÏS SAÏED ?

Sans parti, sans alliés, sans même un clan à sa disposition, le spectre de Carthage paraît traverser la politique comme **un funambule** sur son fil.

Mais il a **deux cordes à son arc**, l'une de nature idéologique, l'autre politique.

Le Pourfendeur de la corruption

Du côté de l'idéologie, il s'est drapé dans la posture morale du héros pourfendeur de la corruption.

Une sorte de « **Chevalier à la Triste Figure** », jouant de son austère probité pour guerroyer contre les corrompus des affaires et de la politique. Il s'est assuré ainsi d'**un réel assentiment populaire** fondé sur la satisfaction de voir tomber et emprisonner des hommes politiques et/ou d'affaire jusque-là réputés intouchables.

De là vient sa prétention rhétorique à incarner le peuple, tout en lui parlant en arabe médiéval comme s'il fallait descendre d'une antique époque lointaine pour crédibiliser l'honnêteté dans un monde aujourd'hui massivement corrompu.

Il a conservé cet assentiment populaire (même minoritaire), si l'on en juge (très imparfaitement) par l'élection de 2022 pour l'adoption de la Constitution écrite par Sayed lui-même (95% de oui pour 30% de votants) et par la présidentielle de 2024 (90% de oui pour 29% de votants). Il ne faut pas négliger ce soutien.

L'appui tacite de l'Administration

Du côté politique, il faut plus qu'une incarnation morale. Kaïs Saïed n'a certes pas de parti mais il a l'appui tacite de l'Administration (incluant la police). La restauration autoritaire opérée par Saïed constitue **un point fixe rassurant** pour la pérennité de l'Administration après une décennie où elle fut contestée pour avoir été celle du régime Ben Ali.

Kaïs Saïed renoue avec les grandes heures des régimes de Bourguiba et de Ben Ali où l'Administration étatique apparaissait comme **la colonne vertébrale du pays** et un principe d'ordre et de stabilité jusque dans le caractère familial de sa corruption et de son inefficacité bureaucratique. Avec Kaïs Saïed, c'est plus fragile car l'Administration voit bien que c'est largement du semblant mais tant que ça dure...

La force spectrale de Kaïs Saïed, c'est de **boucher un trou**, celui qui ouvre sur le vide, que personne d'autre aujourd'hui n'est capable de boucher en Tunisie. Même l'armée (formée aux USA) qui doit regarder cet excentrique avec inquiétude sait bien qu'il n'y a pas d'alternative présente. Tant qu'il remplit l'office...

LA VULNERABILITE DU REGIME DE KAIS SAIED

Bourguiba a été au pouvoir pendant 30 ans et Ben Ali 23 ans. Kaïs Saïed ne semble pas promis à la même longévité.

Le pays est à l'arrêt, les Tunisiens ne savent pas où les mène un président qui ne sait pas lui-même où il va. L'inquiétude voire l'angoisse s'installe, dans un contexte où un monde menaçant bouge tout autour de la petite Tunisie au cœur d'une position géopolitique convoitée.

Le régime de Kaïs Saïed est aujourd'hui confronté à **trois points de réel** qui fragilisent sa position car elles le font descendre de son piédestal d'incarnation du peuple et de bouche-trou politique.

1. Les ravages politiques de la lutte anti-corruption

Premier point de réel : au bout de sept ans, le « nettoyage moral » opéré par le chevalier de l'anti-corruption est en train de le rattraper.

Emporté par son élan, grisé par ses pouvoirs, et n'ayant pas de cartouche de rechange, le « Chevalier à la Triste Figure » a fait de la corruption **le moyen d'éliminer** tout ce qui pourrait porter ombrage à son pouvoir, bien au-delà des affairistes : opposants, juges, avocats, syndicalistes, journalistes, membres d'associations, journalistes, chercheurs...

De grands procès ont été organisés comme celui de 2025 visant quarante accusés pour « atteinte à la sûreté de l'État » au terme duquel des condamnations fleuves ont tombé. Un ordinaire complotiste cherchant ses ennemis s'est installé au sommet de l'État mêlant les prétextes les plus divers : diffusion de fausses informations, financements illégaux de l'étranger, délit de solidarité avec les migrants, délit « pour avoir porté atteinte à autrui [= Kaïs Saïed] via les réseaux sociaux »...

L'arbitraire et la peur de l'incarcération sont réapparues signant le **retour à un État policier doublé d'une corruption institutionnelle**. Car les détenus ont toutes chances de rester croupir en prison sauf s'ils ont les moyens de négocier le prix de leur mise en liberté, ce qui est le cas des hommes d'affaires ou des riches. La systématisation de cette pratique fait qu'on a pu parler d'une « République des rançons ». La chasse aux corrompus finit par installer **la corruption au cœur des procédures judiciaires**.

2. Des disparités sociogéographiques et une économie à la dérive

La seconde difficulté qui déséquilibre le funambule Kaïs Saïed tient au **délabrement de la situation économique**.

- Se présentant comme le héraut du peuple, Il avait insisté au départ sur la nécessité de réduire les disparités intérieures. Mais autant il a poursuivi la lutte contre les corrompus jusqu'à l'obsession complotiste, autant il n'a pas bougé un petit doigt pour le peuple des régions intérieures. **Les disparités intérieures se sont accrues**, le chômage y est massif, la pauvreté plus forte, l'accès à l'éducation, la santé et aux infrastructures y est fortement dégradé tandis que la pollution ravage des zones entières⁴. C'est trop demander à un funambule que de s'attaquer à un problème structurel.
- De manière générale, l'économie étant stagnante, la population pauvre et une partie des classes moyennes subissent durement l'inflation et le chômage partout dans le pays, jusqu'à la réapparition de **pénuries alimentaires** pour des biens essentiels (sucre, café, riz...).
- Instruit par les « émeutes du pain » de la fin de l'époque bourguibienne dans les années 80, Ben Ali, alors chef de la Sûreté Nationale, en avait tiré la leçon qu'il fallait assurer une stabilité des prix, une sécurité des approvisionnements et une certaine amélioration du niveau de vie comme prix à payer pour le maintien d'une dictature policière. Puis la décennie de la « transition démocratique » et sa valse de gouvernements ont fait sombrer l'économie tunisienne placée sous un endettement croissant. Il en a résulté **une paradoxale nostalgie de l'époque Ben Ali**.

⁴ Au Sud, à Gabes, il y a eu en octobre et novembre 2025 de très importantes manifestations contre les effets de la pollution dus au traitement chimique du phosphate sur la santé de la population, l'assèchement de l'oasis et l'eau de mer. Ces effets existent de longue date mais rien n'a jamais été fait. Les manifestants exigent aujourd'hui le démantèlement des unités industrielles qui provoquent ces effets.

- Manquant totalement d'une vision pour l'économie tunisienne, limitant sa vision politique à la recherche complotiste d'ennemis intérieurs et extérieurs et en fait peu soucieux du peuple sinon d'en faire l'objet d'une rhétorique de pouvoir, Kaïs Saïed est **incapable d'imposer un pacte socio-dictatorial de type Ben Ali**. Alors l'économie va à vau-l'eau, mélange de zones dopées au blanchiment de capitaux étrangers ou/et immobiliers comme l'illustre le détonnant quartier du Lac à Tunis, de secteurs d'activité en mode survie et de zones à l'arrêt.
- Face à une situation qui corrode de l'intérieur sa crédibilité populaire, le Spectre de Carthage n'a pas d'autre ressource que de **se dédoubler en opposant de son propre pouvoir** pour s'exempter de toute responsabilité. Il accuse alors tous azimuts les « voleurs et accapareurs » qui seraient à l'origine de la pénurie de biens alimentaires et de tout dysfonctionnement économique, comme s'il n'était pas lui-même à la tête d'un État qui s'est donné comme mission principale de les éradiquer depuis sept ans.

Pourra-t-il longtemps se présenter comme **le double opposant de lui-même** sans qu'un mouvement populaire réunisse et cible les deux faces de ce Janus ?

3. Souverainisme en peau de lapin et politique identitaire

Le troisième point de réel auquel est confronté Kaïs Saïed touche aux questions d'identité liant la position internationale de la Tunisie à la composition de son peuple.

Le régime de Saïed ne se sent pas de faire de grandes alliances stratégiques. Il cherche à faire **des petits pas** et à nouer prudemment **de petits équilibres opportunistes** sous l'emblème d'un désir de « souveraineté » qu'exalte la fibre nationale-populiste du Spectre de Carthage.

- Il donne pour cela **l'apparence de se détacher de son arrimage traditionnel à l'Occident** tout en y cherchant les sources de financement de son endettement ⁵ et en scellant un accord crucial avec l'Union Européenne. Il s'est par ailleurs rapproché de l'Algérie en signant avec elle le 7 octobre 2025 un accord militaire qui autoriserait l'armée algérienne à pénétrer le territoire tunisien sur une profondeur de 50kms en cas de demande du gouvernement tunisien. Étonnant souverainiste ! Il a également tenté d'esquisser un pas de danse avec l'Iran, aujourd'hui fortement contrarié. Un accord commercial a été passé avec les Émirats arabes unis, ennemis du Qatar qui soutient Ennahdha. Il a enfin manifesté un intérêt sans espoir pour les BRICS.
- Mais surtout le noyau réel de la politique étrangère du « souverainiste » Saïed a été de **s'inféoder à l'Union Européenne et à Meloni** dans le cadre d'un « pacte de gardiennage » des frontières européennes pour stopper en Tunisie l'émigration d'Africains subsahariens vers l'Europe en échange de financements. Pour recouvrir ce rôle peu glorieux de vassal de l'UE, il a déployé en interne une offensive raciste identitaire à partir de février 2023, invoquant le danger « d'un changement de la composition démographique du pays ». Ce qui a donné le coup d'envoi à des chasses à l'homme, des arrestations massives, des agressions multiples, des camps de fortune et des déportations forcées dans les zones désertiques.
- Quand un Chef d'État appelle lui-même à une **campagne** de haine et de suspicion **contre la composante étrangère de sa population**, cela crée du désordre et des tensions civiles qui collent mal avec la fonction de bouche-trou politique qui est tout ce qui est demandé à Kaïs Saïed, tant au plan interne qu'externe. Les commanditaires de l'accord Tunisie-UE lui ont signifié de se calmer car ils recherchent plutôt un gardien de leurs frontières qu'un apprenti incendiaire.
- De nombreux tunisiens se sont par ailleurs mobilisés pour manifester **une solidarité active avec les personnes d'origine africaine**. D'autant que la population tunisienne sait qu'elle se compose de multiples peuples et communautés qui se sont succédés et entrelacés dans l'histoire. Que veut dire la recherche d'une « pure tunicité » quand on sait que **ce bout d'Afrique a toujours eu une forte teinte cosmopolite** ⁶ ?

⁵ Cultivant un souverainisme de façade, Saïed s'est vanté de refuser avec constance des prêts du FMI et de la Banque mondiale pour financer son endettement mais c'est pour trouver des financements auprès des banques commerciales occidentales ou de l'Union Européenne.

⁶ Pour s'en convaincre, voir l'excellente collection *Tunisie plurielle* dirigée par l'historien Habib Kazdaghli aux Editions Santillana, Tunis, avec ses livres consacrés aux maltais, grecs, siciliens, juifs, espagnols, noirs, algériens... de Tunisie

• •

Dans la grande incertitude où est plongée aujourd'hui la Tunisie, le complotisme anti-corruption de Kais Saïed pourra-t-il longtemps lui servir de planche de salut populaire ?

Rien n'est moins sûr. **Les privations économiques quotidiennes** touchent en premier lieu les milieux populaires, la jeunesse populaire ou/et éduquée cherche à fuir massivement le pays, les services publics de l'éducation et de la santé sont en déshérence, livrant les besoins éducatifs et médicaux au secteur marchand et à ceux qui peuvent payer, la capacité de l'Administration à servir de colonne vertébrale bureaucratique au pays s'affaiblit avec les ressources en baisse de l'État, les régions intérieures sont toujours ignorées, la Justice est aux ordres, les prisons se remplissent, les bouches sont bâillonnées et les perspectives absentes. **Seule l'activité artistique** conserve une certaine vitalité tant qu'elle n'est pas empêchée.

Dans ce contexte, on a l'impression que **tout peut arriver**, qu'une étincelle peut mettre le feu à la plaine, **comme il peut ne rien arriver** d'autre que le cauchemar d'une longue nuit bercée par le Spectre de Carthage ou son successeur. **Tout semble inhibé**, ici comme ailleurs, par l'incapacité politique à créer une alternative fondée sur la justice et l'égalité. En Tunisie, le blocage est particulièrement fort car la « révolution de 2011 » a fait la démonstration toute fraîche que **la vindicte contre un régime ne suffisait pas** à s'engager dans une voie politique contrôlée par des forces émancipatrices.

Au fond le Spectre de Carthage est **le barycentre mythifié d'une somme d'impossibilités**. C'est en créant de nouvelles possibilités que l'avenir et les affects qui vont avec existeront rétrospectivement.

• • •